

## EXÉCUTIFS — EXECUTIEVEN

## MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 89 — 1400

## 19 JUIN 1989. — Décret organisant l'agrément et le subventionnement des centres de coordination de soins et services à domicile (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** Les personnes de droit public et les associations sans but lucratif, qui ont pour objet de coordonner des soins et services à domicile dispensés aux personnes privées d'autonomie, sont agréées, à leur demande, par l'Exécutif de la Communauté française, en qualité de « Centres de coordination de soins et de services à domicile », ci-après dénommés les « centres agréés », si elles satisfont aux conditions fixées par le présent décret ou en vertu de celui-ci.

Les centres de coordination agréés exercent cette mission de façon exclusive ou en dispensant conjointement des soins ou des services à domicile.

**Art. 2.** La coordination doit être réalisée entre :

1. les services suivants :

- les soins infirmiers à domicile;
- un centre d'aide aux familles;
- un service social,

et

2. quatre au moins des services suivants :

- la kinésithérapie;
- la biotélévigilance;
- le prêt de matériel;
- les soins dentaires;
- l'aménagement des locaux;
- l'ergothérapie;
- la logopédie;
- la pédicure;
- la distribution de repas à domicile,

et

3. les médecins généralistes, selon le libre choix du patient.

**Art. 3.** Aucun docteur en médecine ne peut exercer son art au sein d'un centre de coordination.

Les prestations du personnel paramédical et infirmier relevant de la nomenclature de l'assurance maladie-invalidité ou du Fonds national de reclassement social pour handicapés sont facturées selon les modalités fixées par l'Exécutif.

**Art. 4.** Le centre tient à jour une fiche de coordination pour chaque personne prise en charge. Cette fiche est accessible aux personnes dispensant les soins et services dont le centre coordonne l'activité.

Elle ne comporte aucune donnée couverte par le secret médical.

L'échange d'informations entre les divers intervenants est assuré en outre par des réunions de travail dont l'organisation incombe au centre.

Le centre de coordination assure un service de garde garantissant la continuité des soins de manière ininterrompue chaque jour de l'année.

Il recueille les données statistiques nécessaires à l'évaluation des besoins, de l'offre et de la demande et à l'élaboration de critères de qualité en matière de soins et services à domicile. Ces statistiques ne peuvent être communiquées que de manière anonyme à l'administration ou à des institutions qui offrent les mêmes garanties de confidentialité.

**Art. 5.** Le centre de coordination conclut, selon les situations locales, des conventions avec des structures de soins.

Dans le cadre de ces conventions, tout transfert ou partage de prise en charge entre une instance de soins : hôpital, association de généralistes, maison médicale, centre de jour, maison de repos et de soins, service de santé mentale, institution pour handicapés et un centre de coordination, implique obligatoirement la communication des informations nécessaires à la continuité des soins. Ces informations doivent également être mises à la disposition du médecin librement choisi par le patient.

**Art. 6.** Lorsque le centre de coordination est constitué en association sans but lucratif, un tiers au moins des personnes qui composent son conseil d'administration exercent, dans la zone géographique du centre, leurs activités professionnelles dans le domaine social ou sanitaire en coordination avec le centre.

**Art. 7.** Les administrateurs, le personnel et les collaborateurs du centre sont tenus au secret professionnel.

Si à l'issue d'une enquête administrative, une infraction est établie en ce qui concerne la violation du secret professionnel, des sanctions disciplinaires seront prises.

**Art. 8.** Les centres de coordination et les services qu'ils coordonnent exercent leurs activités dans une même zone géographique, qui est soumise à l'approbation de l'Exécutif au moment de la demande d'agrément.

**Art. 9.** L'Exécutif de la Communauté française crée une commission d'agrément des centres de coordination des soins et services à domicile.

La commission d'agrément est composée selon les critères suivants :

- quatre représentants des médecins généralistes;
- trois représentants du secteur paramédical et infirmier;

(1) Session 1988-1989.

Documents du Conseil. — N° 46, n° 1. Projet de décret. — N° 46, n° 2. Rapport. — N° 46, n° 3. Rapport.

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 31 mai 1989.

- deux représentants des travailleurs sociaux;
- deux représentants des centres d'aide à la famille;
- un représentant du ministre qui a la Santé dans ses attributions;
- un représentant du ministre qui a les Affaires sociales dans ses attributions;
- un représentant de la direction générale de la Santé de la Communauté française, qui assure le secrétariat de la commission;
- un représentant de la direction générale des Affaires sociales de la Communauté française;
- un représentant du ministre des Affaires sociales au niveau national.

**Art. 10.** Les centres de coordination qui satisfont aux dispositions du présent décret sont agréés par l'Exécutif de la Communauté française, après avis motivé de la commission d'agrément, conformément aux modalités fixées par l'Exécutif.

La décision de l'Exécutif doit être motivée lorsqu'elle rejette une demande ou qu'elle s'écarte de l'avis de la commission d'agrément.

La commission d'agrément est chargée de vérifier la conformité aux normes. En cas de non-respect de celles-ci, elle peut recommander à l'Exécutif le retrait de l'agrément. L'avis est rendu dans les 3 mois sans quoi il est réputé favorable.

L'Exécutif peut procéder au retrait motivé de l'agrément après que le centre de coordination ait été entendu ou dûment appelé.

**Art. 11.** L'Exécutif de la Communauté française peut, dans la limite des crédits budgétaires disponibles, octroyer des subventions aux centres de coordination agréés.

Les subventions sont allouées selon le type de coordination réalisée, le nombre d'intervenants coordonnés, le territoire couvert et la taille de la population desservie.

Les subventions font l'objet d'une réévaluation périodique, sur base de l'avis de la commission d'agrément.

**Art. 12.** L'Exécutif de la Communauté française crée une commission d'évaluation de l'activité des centres de coordination de soins et services à domicile, qui a pour mission d'analyser les données recueillies par les centres et de promouvoir la qualité des activités du secteur.

Cette commission établit un rapport annuel sur l'activité des centres agréés et l'adresse à l'Exécutif avant le 31 mars de chaque année.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 19 juin 1989.

Le Ministre-Président de l'Exécutif de la Communauté française,  
chargé de la Culture et de la Communication,

V. FEAUX

Le Ministre de l'Enseignement, de la Formation, du Sport, du Tourisme et des Relations internationales,

J.-P. GRAFE

Le Ministre de l'Education et de la Recherche scientifique,

Y. YLIEFF

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,

Ch. PICQUE

—  
VERTALING

—  
MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N 89 — 1400

19 JUNI 1989

Decreet houdende organisatie van de erkenning en de toekenning van toelagen  
aan de centra voor coördinatie van thuisverzorging en thuisdiensten (1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Executieve, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** De publiekrechtelijke personen en de verenigingen zonder winstoogmerk, die tot doel hebben thuisverzorging en thuisdiensten te coördineren die worden verleend aan personen zonder autonomie, worden, op hun verzoek, door de Executieve van de Franse Gemeenschap erkend als « Centra voor coördinatie van thuisverzorging en thuisdiensten », hierna de « erkende centra » genoemd, indien ze voldoen aan de voorwaarden die bij dit decreet of krachtens dit decreet worden vastgesteld.

De erkende coördinatiecentra voeren hun opdracht op tweeërlei wijzen uit : ofwel doen ze uitsluitend aan coördinatie, ofwel doen ze aan coördinatie en verlenen tegelijk thuisverzorging of thuisdiensten.

**Art. 2.** De coördinatie moet geschieden tussen :

1. de volgende diensten :
  - de thuisverpleging;
  - een centrum voor gezinshulp;
  - een sociale dienst, en

Zitting 1988-1989.

Documenten van de Raad. — Nr. 46, nr. 1. Ontwerp van decreet. — Nr. 46, nr. 2. Verslag — Nr. 46, nr. 3. Verslag.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 31 mei 1989.

2. ten minste vier van de volgende diensten :

- kinesithérapie;
- biotelebewaking;
- uitlenen van materiaal;
- tandverzorging;
- inrichting van de lokalen;
- ergotherapie;
- logopedie;
- pedicure;
- bezorgen van maaltijden aan huis, en

3. de huisartsen, naar vrije keuze van de patiënt.

**Art. 3.** Geen doctor in de geneeskunde mag zijn beroep binnen een coördinatiecentrum uitoefenen.

De verstrekkingen van het paramedisch en verpleegkundig personeel die opgenomen zijn in de nomenclatuur van de ziekte- en invaliditeitsverzekering of van het Rijksfonds voor sociale reclassering van de mindervaliden, worden volgens door de Executieve nader te bepalen regels gefactureerd.

**Art. 4.** Het centrum houdt een coördinatiekaart bij voor elke persoon aan wie verzorging of diensten worden verleend. Deze kaart is toegankelijk voor de personen die de verzorging en de diensten verlenen die door het centrum worden gecoördineerd.

Ze bevat geen gegeven dat onder het medisch geheim valt.

De uitwisseling van informatie tussen de verschillende personen die verzorging en diensten verlenen wordt mede verricht door werkvergaderingen die door het centrum worden georganiseerd.

Het coördinatiecentrum organiseert een wachtdienst die een ononderbroken verzorging, elke dag van het jaar, mogelijk maakt.

Het wint de statistieke gegevens in die noodzakelijk zijn voor de evaluatie van de behoeften, de vraag en het aanbod en voor de uitwerking van kwaliteitscriteria inzake thuisverzorging en thuisdiensten. Deze statistieken mogen alleen op anonieme wijze aan de administratie worden medegedeeld, of alleen aan instellingen die dezelfde waarborgen inzake vertrouwelijkheid bieden.

**Art. 5.** Het coördinatiecentrum sluit, naar gelang van plaatselijke situaties, overeenkomsten met verzorgingsstructuren.

Wanneer, in het kader van die overeenkomsten, de verzorging wordt overgedragen of verdeeld tussen een verzorgingsinstelling : ziekenhuis, vereniging van huisartsen, groepspraktijk, dagcentrum, rust- en verzorgingstehuis, dienst voor geestelijke gezondheidszorg, instelling voor gehandicapten, en een coördinatiecentrum, moeten de informatie die noodzakelijk zijn voor de continuïteit van de verzorging, verplicht worden medegedeeld. Die informatie moeten eveneens ter beschikking worden gesteld van de geneesheer die door de patiënt vrij wordt gekozen.

**Art. 6.** Wanneer het coördinatiecentrum als vereniging zonder winstoogmerk opgericht is, oefenen ten minste een derde van de personen die zijn raad van bestuur samenstellen, in de geografische zone van het centrum, hun beroepsactiviteiten op sociaal of gezondheidsvlak in coördinatie met het centrum uit.

**Art. 7.** De bestuurders, het personeel en de medewerkers van het centrum zijn door het beroepsgeheim gebonden.

Indien uit een administratief onderzoek blijkt dat een overtreding inzake het beroepsgeheim werd gepleegd, zullen tuchtstraffen worden getroffen.

**Art. 8.** De coördinatiecentra en de diensten die ze coördineren oefenen hun activiteiten uit in een zelfde geografische zone, waarvoor de goedkeuring van de Executieve moet worden bekomen bij de indiening van de aanvraag om erkenning.

**Art. 9.** De Executieve van de Franse Gemeenschap richt een commissie voor de erkenning van de centra voor coördinatie van thuisverzorging en thuisdiensten op.

De erkenningscommissie wordt samengesteld volgens de volgende criteria :

- vier vertegenwoordigers van de huisartsen;
- drie vertegenwoordigers van de paramedische en verpleegkundige sector;
- twee vertegenwoordigers van de maatschappelijke werkers;
- twee vertegenwoordigers van de centra voor gezinshulp;
- één vertegenwoordiger van de minister tot wiens bevoegdheid de gezondheid behoort;
- één vertegenwoordiger van de minister tot wiens bevoegdheid de sociale zaken behoren;
- één vertegenwoordiger van de algemene directie van Gezondheid van de Franse Gemeenschap, die het secretariaat van de commissie waarneemt;
- een vertegenwoordiger van de algemene directie van Sociale Zaken van de Franse Gemeenschap;
- één vertegenwoordiger van de minister van Sociale Zaken op nationaal niveau.

**Art. 10.** De coördinatie die voldoen aan de bepalingen van dit decreet worden door de Executieve van de Franse Gemeenschap, na een met redenen omkleed advies van de erkenningscommissie, erkend overeenkomstig de door de Executieve nader te bepalen regels.

De beslissing van de Executieve moet met redenen omkleed zijn wanneer ze een aanvraag verwerpt of wanneer ze van het advies van de erkenningscommissie afwijkt.

De erkenningscommissie is ermee belast te controleren of de normen worden nageleefd. Ingeval de normen niet worden nageleefd, kan ze de Executieve aanrader de erkenning in te trekken. Het advies wordt binnen 3 maanden uitgebracht; zo niet, dan wordt het advies als gunstig geacht.

De Executieve kan, met vermelding van haar redenen, de erkenning intrekken nadat het coördinatiecentrum werd gehoord of behoorlijk opgeroepen.

**Art. 11.** De Executieve van de Franse Gemeenschap kan, binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten, toelagen aan de erkende coördinatiecentra toekennen.

De toelagen worden toegekend op grond van de aard van de coördinatie, het aantal personen die aan coördinatie doen, het werkgebied en de populatie die in aanmerking komt.

De toelagen worden periodiek opnieuw geëvalueerd op grond van het advies van de erkenningscommissie.

Art. 12. De Executieve van de Franse Gemeenschap richt een commissie voor de evaluatie van de activiteit van de centra voor coördinatie van thuisverzorging en thuisdiensten op, die tot opdracht heeft de gegevens te analyseren die door de centra worden ingewonnen en de kwaliteit van de activiteiten van de sector te bevorderen.

Die commissie maakt een jaarverslag op over de activiteit van de erkende centra en zendt dit aan de Executieve vóór 21 maart van elk jaar.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.  
Brussel, 19 juni 1989.

De Minister-Voorzitter van de Executieve van Franse Gemeenschap, belast met Cultuur en Communicatie,

V. FEAUX

De Minister van Onderwijs, Vorming, Sport, Toerisme en Internationale Betrekkingen,

J.-P. GRAFE

De Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,

Y. YLIEFF

De Minister van Sociale Zaken en Gezondheid,

Ch. PICQUE

#### MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP

N. 89 — 1401

18 MEI 1989. — Besluit van de Vlaamse Executieve tot bepaling van de coëfficiënt die het aantal aanvaardbare bijkomende lestijden in het pedagogisch hoger onderwijs van het korte type met volledig leerplan vaststelt

De Vlaamse Executieve,

Gelet op het artikel 59bis, § 2, 2° van de Grondwet;

Gelet op het koninklijk besluit nr. 80 van 21 juli 1982 tot vaststelling van het aantal aanvaardbare bijkomende lestijden in het pedagogisch hoger onderwijs van het korte type met volledig leerplan, georganiseerd of gesubsidieerd door de Staat, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 268 van 31 december 1983;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 augustus 1988 tot bepaling van de coëfficiënt die het aantal aanvaardbare bijkomende lestijden in het pedagogisch hoger onderwijs van het korte type met volledig leerplan vaststelt;

Gelet op het besluit van de Vlaamse Executieve van 22 februari 1989 tot bepaling van de bevoegdheden van de Leden van de Vlaamse Executieve;

Gelet op het besluit van de Vlaamse Executieve van 22 februari 1989 tot delegatie van beslissingsbevoegdheden aan de Leden van de Vlaamse Executieve;

Gelet op het akkoord van de Gemeenschapsminister van Begroting, gegeven op 12 mei 1989;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de beslissing over het besparingspercentage voor de toebedeling van de bijkomende lestijden in het pedagogisch hoger onderwijs van het korte type met volledig leerplan in het academiejaar 1989-1990, dringend genomen moet worden om de onderwijsinstellingen toe te laten voldoende tijd hun planning van de begeleidings- en coördinatieactiviteiten op te stellen, ermee rekening houdend dat ze dit voor de gewone lestijden voor de realisatie van het goedgekeurd leerplan thans reeds kunnen doen;

Op de voordracht van de Gemeenschapsminister van Onderwijs;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Met ingang van het academiejaar 1989-1990 wordt de coëfficiënt, bedoeld in artikel 4 van het koninklijk besluit nr. 80 van 21 juli 1982 tot vaststelling van het aantal aanvaardbare bijkomende lestijden in het pedagogisch hoger onderwijs van het korte type met volledig leerplan, georganiseerd of gesubsidieerd door de Staat, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 268 van 31 december 1983, bepaald op 85 voor alle instellingen.

**Art. 2.** Dit besluit treedt in werking op 1 september 1989.

**Art. 3.** De Gemeenschapsminister van Onderwijs is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 18 mei 1989.

De Voorzitter van de Vlaamse Executieve,  
De Gemeenschapsminister van Begroting en Financiën,  
G. GEENS

De Gemeenschapsminister van Onderwijs,  
D. COENS